

CÔTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire est située en Afrique occidentale et donne sur le Golfe de Guinée. Sa superficie est de 319.822 km² et sa population a été évaluée en juin 1968 à 4.100.000 habitants. Autrefois colonie française, elle est devenue indépendante le 7 août 1960. Les trois quarts de son territoire sont recouverts de forêts à régime pluvial. Ce Pays est donc un des plus forts exportateurs de bois précieux et de produits tropicaux.

SYSTÈME BANCAIRE

La Côte d'Ivoire fait partie de l'Union monétaire ouest africaine qui comprend six autres Etats d'Afrique: la Haute Volta, le Dahomey, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo. En ce qui concerne les renseignements sur la Banque centrale se référer à ce qui a été dit à propos du Niger (1).

La loi sur les banques n. 65/252 du 4 août 1965 est inspirée de celle des autres Pays membres de l'Union. Parmi les Pays francophones d'Afrique le système bancaire de la Côte d'Ivoire est celui qui présente le plus d'éléments: il est composé d'un Institut central, de quatre banques commerciales, de quatre banques de développement et de trois institutions financières. Au sommet on

(1) Voir le chapitre sur le Niger.

ordinaire suivant des critères de nature privée, les quatre autres rentrent dans la classification des « banques d'affaires et de développement », s'intéressent à des secteurs différents, et opèrent surtout à moyen et long terme.

La Banque ivoirienne de développement industriel a été fondée en 1965 avec un capital de 700 millions de francs C.F.A., elle n'a pas remplacé un institut déjà établi de crédit social, comme ce fut le cas dans divers autres Pays francophones, mais elle a été créée comme institut autonome et ses caractéristiques sont bien définies. Dès sa fondation elle a pu, en effet, concentrer ses efforts à encourager d'importants projets d'industrialisation et de ce fait elle répond pleinement à sa vocation qui est de : « faciliter le développement de l'industrie privée de la Côte d'Ivoire ».

Deux groupes participent à son capital: des organismes publics: l'Etat, à raison de 21,1%, la Caisse centrale de coopération économique, à raison de 10,7%, la Banque centrale, 5,7%, la Société financière internationale, affiliée à la Banque mondiale, 7,1%; et des organismes privés: on y trouve les grands noms de la finance internationale ainsi que les banques commerciales locales, dont les parts varient entre un et 9 pour cent.

Le but de la Banque Ivoirienne: le financement des projets industriels, n'est pas interprété de manière trop restreinte, ce qui fait que cette banque peut prêter son concours à des entreprises de cultures industrielles ou de transformation de produits agricoles. Par contre, cette banque ne consent aucun prêt dans les secteurs du commerce et du bâtiment.

La Banque nationale de développement agricole a également un capital de 700 millions de francs C.F.A. et, en quelque sorte, représente pour l'agriculture ce qu'est la Banque Ivoirienne pour

le secteur de l'Industrie. Elle a remplacé la Caisse nationale de crédit agricole, et a donné de l'extension à ses interventions. Elle compte quatre actionnaires, tous appartenant à l'Etat: la République de la Côte d'Ivoire (à raison de 66,7%), la Caisse de stabilisation et de garantie des prix des produits agricoles (16,7%), la Banque centrale (8,3%), la Caisse centrale de coopération économique (8,3%). De même que la précédente cette banque ne possède qu'un guichet dans la capitale.

Le Crédit de la Côte d'Ivoire a été créé en 1955 et s'est substitué à l'ancien institut de « crédit social » qui existait depuis l'époque coloniale dans le Pays. C'est aujourd'hui une société gouvernementale ivoirienne, dont le capital de 800 millions de francs C.F.A. est divisé comme suit: l'Etat en possède 75%, la Caisse centrale de coopération économique (16,6%) et la B.C.E.A.O. (8,4%). Cet institut octroie surtout des financements au bâtiment, ils sont pour la plupart à long terme, la collecte des fonds de l'établissement provient de l'émission de bons et de l'ouverture de comptes à échéances fixes.

Le dernier organisme classé comme banque de développement est la Caisse autonome d'amortissement, une institution publique ivoirienne chargée d'assurer le service de la dette publique avec les moyens financiers mis à sa disposition (dotation d'un milliard de francs C.F.A. versés par le gouvernement) de même que la gestion des disponibilités de certaines administrations de l'Etat. La directive politique est de maintenir la dette publique à un rapport constant (inférieur à 9%) avec le produit national brut. Cette orientation permet à la Côte d'Ivoire de trouver facilement des crédits sur le marché international. En effet, en mai 1968, ce Pays a contracté un emprunt sur le marché de l'Euro-dollar; c'est là une transaction sans précédent pour un Etat africain.

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

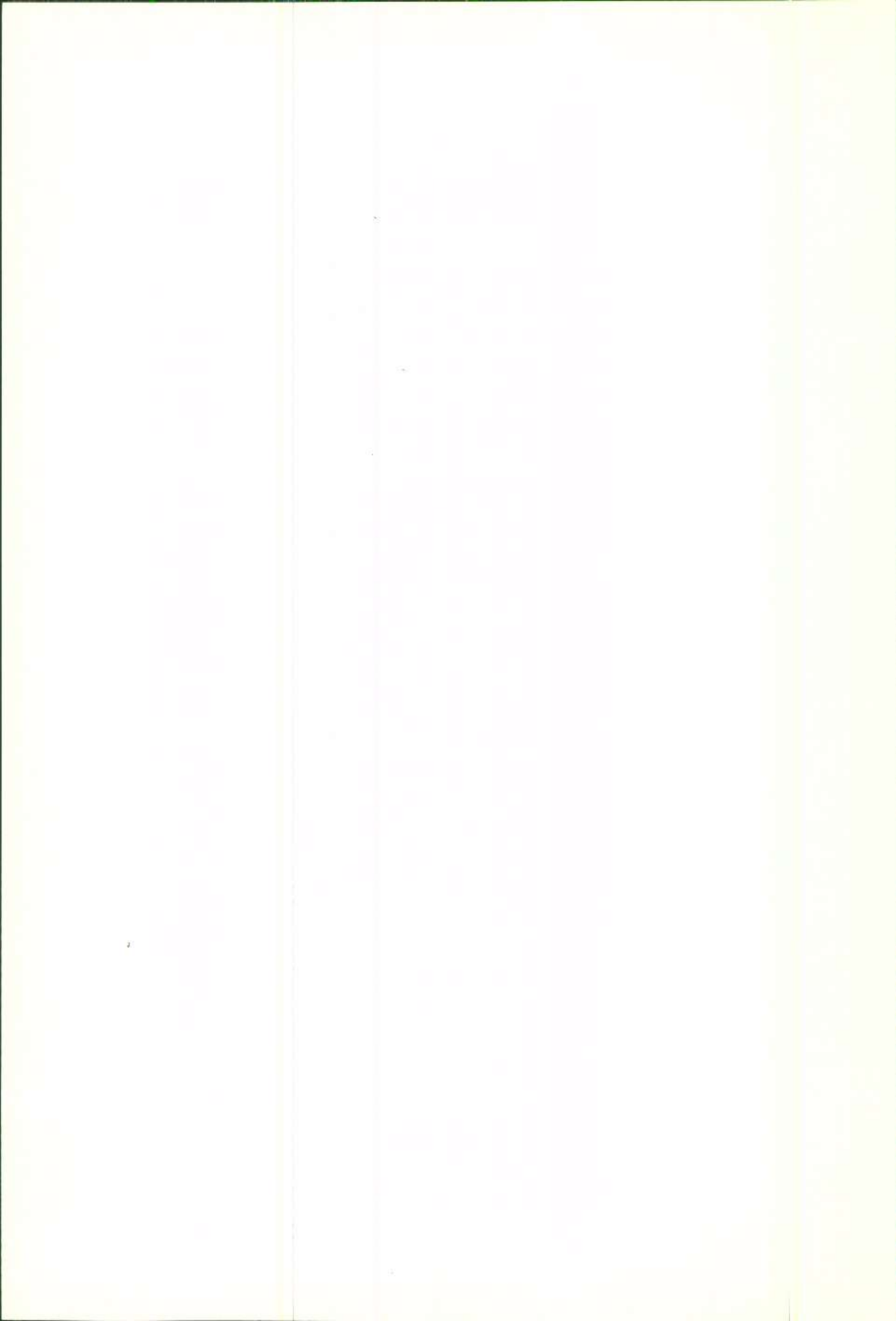
La Société africaine de crédit automobile est une société anonyme de droit ivoirien, rattachée au groupe Renault. Ainsi que des sociétés analogues exerçant leurs activités dans d'autres Pays francophones d'Afrique, celle-ci finance les ventes à crédit des véhicules de tous genres. Elle doit, comme les autres institutions financières de la Côte d'Ivoire, se soumettre à l'obligation de posséder un minimum de capital, et ce dernier ne doit jamais être de moins de 60 millions, et représenter 10% des risques en cours. Installée à sa création (1956) à Dakar, elle a transféré son siège social à Abidjan en 1958 et son capital s'élève à 225 millions de francs C.F.A., il appartient à la Renault-Afrique à raison de 38,9%, et à des concessionnaires de marques d'automobiles et autres sociétés privées françaises pour des pourcentages moindres.

La Société ivoirienne de financement est spécialisée par contre dans le financement des ventes à crédit de matériel et dans le financement des travaux publics et industriels. C'est aussi une société anonyme de droit ivoirien, formée le 16 février 1965 avec un capital de 90 millions de francs C.F.A. réparti entre un grand nombre d'actionnaires privés, on y remarque, entre autres: la Manutention africaine (22,17%); la Compagnie française de l'Afrique occidentale (15,48%) et la Compagnie française de la Côte d'Ivoire (12,45%).

A la différence des deux institutions que l'on vient de décrire, la Société nationale de financement est une société de l'Etat chargée de prendre des participations dans des entreprises d'intérêt public. Ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer, elle est actionnaire des trois banques commerciales liées aux banques françaises nationalisées. Elle a été fondée le 4 mars 1963 au capital de 300 millions de francs C.F.A. Elle obtient les autres ressources financières néces-

saïres à son activité en émettant des obligations en contribuant ainsi avec les rares compagnies étrangères en Côte d'Ivoire à donner de l'expansion au marché financier de ce Pays. Les sociétés y opérant sont tenues d'investir une partie de leurs bénéfices sous forme de bons du Fonds national d'investissement, à l'aide desquels elles peuvent effectuer des investissements ou souscrire aux emprunts de la Société nationale de financement.

Rappelons, pour conclure, qu'il existe un Fonds de garantie en Côte d'Ivoire dont le but est de faciliter aux petites et moyennes entreprises l'accès au crédit.



DAHOMEY

Le Dahomey est situé en Afrique occidentale et donne sur le Golfe de Guinée. Sa superficie est de 112.622 km² et, d'après une estimation de 1967, sa population est de 2.461.000 habitants. Autrefois colonie française, il est indépendant depuis le 10 juillet 1960. C'est un des principaux exportateurs guinéens de coprah et d'huile de palme.

SYSTÈME BANCAIRE

Le Dahomey fait partie de l'Union monétaire ouest africaine composée de six autres Etats africains: la Haute Volta, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo. En ce qui concerne la Banque centrale de ce pays, voir ce qui a été dit à propos du Niger (1).

La loi sur les banques n. 65/22 du 8 juillet 1965 s'inspire des lois des autres Pays membres de l'Union. Au sommet du système bancaire on trouve la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest et le Comité monétaire national, ainsi que le Comité national du crédit, composé du Ministre de l'Economie et des Finances, du directeur des affaires économiques, du haut commissaire au plan, des directeurs de la filiale locale de la Banque

(1) Voir le chapitre sur le Niger.

1962, au capital de 25 millions de francs C.F.A. réparti entre des actionnaires privés, pour des quotas de moins de 10%, à l'exception de la S.A. Nègre et Compagnie qui en possède 35,6 pour cent.

Une Caisse d'épargne postale existe au Dahomey, cet organisme n'a pas d'autonomie du point de vue juridique, il dépend du Ministère des Postes.